

# L'avenir politique palestinien

## Reconstruire un projet national après le génocide à Gaza

*Alaa Tartir*

À l'heure de l'érosion du projet national palestinien, de l'absence d'un programme politique unifié et d'un leadership effectif, de la fragmentation du corps politique et de la désorientation qui en découle, le peuple palestinien se trouve dans un tournant historique et existentiel. Dans ce moment, caractérisé par l'expansion de zones grises et d'ambiguïtés devenues une composante intégrale du système colonial et de ses dispositifs de contrôle et de domination, il apparaît plus nécessaire que jamais de discuter, d'analyser et de clarifier les ressources politiques encore disponibles pour les Palestiniens et les Palestiniennes. Celles-ci pourraient être les outils permettant de sortir de la situation de défaillance et de désorientation actuelle, afin de mieux comprendre et combattre les tentatives persistantes d'effacement de leur identité et de leur existence.

Cela requiert un véritable travail de réflexion critique et d'introspection collective, conduisant à la conceptualisation d'un avenir différent, fondamentalement nouveau, et conscient des réalités du moment présent. Aussi bien concernant les conséquences du génocide à Gaza que l'échec politique du mouvement national palestinien.

Au cours des trente dernières années, ce mouvement n'a pas réussi à construire un corps politique capable de naviguer de manière cohérente et nouvelle entre les transformations structurelles régionales et mondiales. Plus encore, la concentration du pouvoir par l'autorité palestinienne et la coordination sécuritaire avec Israël sous l'égide des accords d'Oslo ont empêché la mise en place d'un cadre national inclusif, légitime

et efficace, susceptible de rassembler les Palestiniens dans leur diversité politique au sein d'un espace commun<sup>1</sup>.

L'unité ne signifie pas la fusion des positions dans un programme politique monolithique. Un tel propos serait contraire au pluralisme politique. Elle réside plutôt dans l'interaction, la confrontation et le débat entre différents programmes politiques, dans le cadre d'un objectif commun : celui d'un avenir de libération, fondé sur la dignité, l'autodétermination et le droit au retour.

## **La politique d'exclusion**

La politique d'exclusion, qui se situe à l'intersection des objectifs coloniaux visant la fragmentation, a caractérisé la démarche des forces dominantes du mouvement national palestinien, notamment au cours des deux dernières décennies<sup>2</sup>. Elle s'est traduite notamment par l'institutionnalisation des divisions internes et l'affaiblissement du projet national.

Au regard des développements devenus manifestes au cours des deux dernières années – et la manière dont le Fatah et le Hamas ont abordé les transformations régionales – la question de la responsabilité politique et de la reddition de comptes avec les forces à l'origine de la division palestinienne est nécessaire. Elle constitue un élément central de tout effort de transformation, y compris pour la reconstruction de Gaza, si l'objectif est d'aller vers une nouvelle phase politique fondée sur la légitimité, la représentation et la centralité du peuple dans le cadre politique.

Le moment actuel, ainsi que les contours encore incertains de la reconstruction de Gaza, offre une opportunité qu'il serait dangereux de manquer. Celle-ci permettrait de poser les bases d'un renouveau pour le cadre politique et collectif palestinien. Ainsi, la restauration matérielle et physique doit s'accompagner d'une réhabilitation politique profonde qui redéfinit les institutions, les modes de gouvernance et les cadres du débat national. Cela implique également de reconsidérer non seulement les discours politiques, les stratégies d'action, les outils de résistance,

1 - Voir Alaa Tartir, "Oslo Accords: Thirty years of peace distortion" [en ligne], *Middle East Eye*, 15 septembre 2023.

2 - Voir A. Tartir, "The limits of securitized peace: The EU's sponsorship of Palestinian authoritarianism", *Middle East Critique*, vol. 27, n° 4, p. 365-381.

mais aussi le rôle des institutions et de la société civile, dans une direction pouvant mener à la libération palestinienne plutôt que vers la simple gestion de la survie sous domination coloniale israélienne.

Pour engager une telle transformation, il est nécessaire d'identifier et d'investir les piliers d'autorité légitime de la société palestinienne. Cela dépasse la seule question de la persistance et de la ténacité face aux tentatives d'effacement de l'État d'Israël. Il s'agit plutôt de passer d'une posture réactive à une force génératrice, capable de rendre l'action politique effective.

## ***Les atouts stratégiques***

Caractérisée par son dynamisme d'engagement civique et d'organisation collective, la société palestinienne dispose d'atouts stratégiques et décisifs, susceptibles d'être transformés en capacité d'action politique, à condition qu'existent des institutions de gouvernance fonctionnelles, une vision claire, des mécanismes de participation et des dispositifs de responsabilité.

Il ne s'agit pas d'idéaux hors d'atteinte, mais d'une réorientation de la boussole de l'action politique palestinienne vers une posture engagée, ouverte au débat et fondée sur une confiance renouvelée reposant sur des sources d'autorité légitime. Après deux années de génocide, la construction d'une matrice d'autorité interne palestinienne apparaît plus urgente que jamais. Issue d'un travail collectif, cette matrice devrait organiser les ressources palestiniennes existantes – tels que les moyens de production, les institutions éducatives et culturelles, les pratiques de résilience et de résistance, les initiatives entrepreneuriales –, et s'appuyer sur des acteurs de la transformation auparavant marginalisés, comme les femmes et la jeunesse.

**La construction d'une matrice d'autorité interne palestinienne apparaît plus urgente que jamais.**

Après des expériences répétées de fragmentation, d'échec et de désorientation, une telle approche pourrait contribuer à l'émergence d'un programme d'espérance, permettant de revaloriser les capacités internes du peuple palestinien, souvent déniées ou invisibilisées. Ce programme pourrait devenir un point de référence pour la revitalisation de l'action

politique palestinienne qui rappelle et réinvestit les sources de puissance déjà existantes et menacées par l'effacement perpétué par des acteurs internationaux et locaux pendent des décennies.

Le moment actuel oblige à une réappropriation de sources de puissance tangibles qui permettraient une transformation durable. Si la reconstruction matérielle est indispensable, l'expérience a montré qu'elle reste vulnérable face aux destructions récurrentes par les forces coloniales. À l'inverse, les ressources sociales et politiques enracinées dans la société palestinienne ne cessent de se renforcer lorsqu'elles passent du simple registre de la survie à celui de l'action collective.

Pour atteindre ces objectifs, un troisième pilier doit être construit : l'élaboration d'un « pacte » ou d'une « charte pour Gaza », définissant des principes directeurs, des mécanismes de gouvernance et de responsabilité, ainsi qu'une vision portée à l'échelle locale pour l'avenir du territoire. Un tel document, nourri par le travail de la société civile, pourrait mener à une voie alternative aux projets actuellement envisagés par Donald Trump pour la population palestinienne à Gaza et ailleurs.

Ce « pacte de Gaza » pourrait ainsi s'inscrire dans une « charte de libération » plus étendue, sur la base d'un dialogue national palestinien. Il permettrait une approche globale de la reconstruction, non seulement matérielle, mais aussi politique et centrée sur la participation collective et populaire. Il pourrait dès lors ouvrir la voie à la possibilité d'un avenir dans lequel les Palestiniens déterminent leur propre destin.

*Ce texte a originellement été publié dans la revue Middle East Eye  
et a été traduit de l'anglais par Léonard Castritius*